

Cahier des clauses techniques particulières

relatif à la location (installation et entretien compris) de fontaines à eau sur réseau et à bonbonnes avec support de stockage (le cas échéant) au profit des Groupements de Soutien du Commissariat (GSC) et des sites de la Direction Générale de l'Armement (DGA) du Sud-Ouest relevant de la Plate-Forme du Commissariat Sud-Ouest (PFC SO) (2 lots).

Annexes

- 1a Liste des lieux avec horaires d'exécution et descriptifs techniques attendus pour le lot 1
- 1b Liste des lieux avec horaires d'exécution et descriptifs techniques attendus pour le lot 2
- 2a Fiche de contrôle
- 2b Fiche d'incident
- 3 Tableau de suivi d'entretien sanitaire lot 1
- 4 Tableau de suivi d'entretien sanitaire lot 2

SOMMAIRE

ARTICLE 1-OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2-REGLEMENTATION.....	3
ARTICLE 3-DESCRIPTIF TECHNIQUE.....	4
3.1-Fontaines à eau sur réseau.....	4
3.2-Fontaines à eau à bonbonnes et support de stockage (le cas échéant).....	4
3.3-Bonbonnes à eau.....	4
ARTICLE 4-SUIVI DES MATÉRIELS.....	5
4.1-Entretien et traçabilité des fontaines.....	5
4.2-Dépannage des fontaines à eau.....	5
4.3-Remplacement des fontaines.....	5
4.4-Gestion des déchets.....	6
4.5-Reprise du matériel.....	6

ARTICLE 1 –OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché public a pour objet la location (installation et entretien compris) de fontaines à eau sur réseau et à bonbonnes avec support de stockage (le cas échéant) au profit des Groupements de Soutien du commissariat (GSC) et des sites de la Direction Générale de l'Armement (DGA) du Sud –Ouest relevant de la Plate-forme du Commissariat Sud-Ouest.

Les fournitures font l'objet d'un allotissement technique, comme suit :

LOT 1 « Location de fontaines à eau sur réseau » est composé des 5 postes suivants :

- Poste 1: GSC de Saint-Maixent-Poitiers: entités situées dans les départements des Deux-Sèvres (79) et de la Vienne (86).
- Poste 2: GSC de Brive-la-Gaillarde: entités situées dans les départements de la Corrèze (19) et de la Haute-Vienne (87).
- Poste 3: DGA EV Cazaux: entité située dans le département de la Gironde (33).
- Poste 4: DGA IS (ex DGA ITE) d'Angoulême: entité située dans le département de la Charente (16).
- Poste 5: GSC de Bordeaux-Mérignac- Agen: entités situées dans les départements de la Gironde (33) et du Lot-et-Garonne (47).

LOT 2 « Location de fontaines à eau à bonbonnes » est composé des 7 postes suivants :

- Poste 1: GSC de Rochefort-Cognac: entité située dans le département de la Charente-Maritime (17).
- Poste 2: GSC de Bordeaux-Mérignac-Agen: entités situées dans les départements de la Gironde (33) et du Lot-et-Garonne (47).
- Poste 3: GSC de Brive-la-Gaillarde: entités situées dans les départements de la Corrèze (19), de la Dordogne (24) et de la Haute-Vienne (87).
- Poste 4: DGA EM de Saint-Médard-en-Jalles: entité située dans le département de la Gironde (33).
- Poste 5: DGA IS (ex DGA ITE) d'Angoulême: entité située dans le département de la Charente (16).
- Poste 6: GSC de Cazaux: entités situées dans les départements de la Gironde (33) et des Landes (40).
- Poste 7: DGA EV de Cazaux: entité située dans le département de la Gironde (33).

ARTICLE 2 – REGLEMENTATION

Toutes les fontaines à eau (en réseau ou à bonbonnes) mises en place doivent être conformes à la réglementation en vigueur. Le titulaire devra fournir sur simple demande du bénéficiaire les :

- certificats de conformité CE des matériels,
- fiches techniques des matériels,
- attestations sanitaires d'aptitude des contenants aux eaux destinées à la consommations humaines (EDCH),
- attestations sanitaires d'aptitudes des différents éléments (filtres, kits, etc) aux EDCH.

Pour l'eau en bonbonnes, le titulaire devra transmettre, à la demande de chaque site bénéficiaire, une analyse établie dans le cadres des contrôles sanitaires effectués en respect à l'arrêté du 14 mars 2007 (modifié) relatif aux critères de la qualité des eaux conditionnées.

Une première analyse de l'eau sera fournie dans le mois suivant l'installation, puis à chaque fois que le site bénéficiaire en fera la demande.

ARTICLE 3 – DESCRIPTION TECHNIQUE

Toutes les fontaines proposées doivent être en conformité avec les normes européennes en vigueur.

Les bonbonnes ne doivent pas comporter de bisphénol A (loi 2012-1442 du 24 décembre 2012).

Le ravitaillement des gobelets n'est pas inclus au présent marché.

3.1 – Fontaines à eau sur réseau

En fonction des sites bénéficiaires, la (ou les) fontaine (s) à eau sur réseau mises en place doivent avoir comme configuration minimum :

- sélecteur d'eau tempérée/réfrigérée,
- un repose gobelet incorporé pour le remplissage,
- une vanne de sécurité coupant mécaniquement l'arrivée d'eau en cas de fuite,
- un bac de récupération si le raccordement de l'appareil sur le circuit de vidange n'est pas possible.

3.2 – Fontaines à eau à bonbonnes et support de stockage (le cas échéant)

- sélecteur d'eau tempérée/réfrigérée (concerne tous les postes)
- un repose gobelet incorporé pour le remplissage,
- un bac recueil gouttes amovible,
- un support de stockage pour trois bonbonnes au minimum, le cas échéant,
- un support de stockage pour minimum 10 et maximum 18 bonbonnes, le cas échéant,
- uniquement pour le poste 6 GSC de Cazaux du lot 2 un sélecteur d'eau chaude/réfrigérée,

et uniquement pour le poste 4 DGA EM St Médard en Jalles du lot 2 un repose gobelet incorporé pour le stockage des gobelets neufs.

3.3 – Bonbonnes à eau

L'eau des bonbonnes peut-être soit de l'eau de source, soit de l'eau minérale. Elle doit être conforme à toutes les normes relatives à l'eau pour la consommation humaine et être neutre en minéralité et en goût.

L'eau doit être conditionnée dans des bonbonnes d'une contenance minimale de 15 litres et maximale de 20 litres.

ARTICLE 4 – SUIVI DES MATERIELS

Toute intervention et manipulation sur les fluides frigorigènes doit se faire conformément à la réglementation en vigueur du code de l'environnement.

4.1 – Entretien des fontaines

Le titulaire effectuera l'entretien sanitaire des fontaines à eau, dans chacun des locaux où elles ont été mises en place. La périodicité des opérations d'entretien sanitaire ne peut être supérieure à **6 mois** pour les fontaines à eau sur réseau et à **4 mois** pour les fontaines à eau à bonbonnes.

Le non-respect de ce délai d'entretien sanitaire entraîne l'application de pénalités (cf. article 5 du CCAP).

Un tableau de suivi d'entretien sanitaire réalisé devra être transmis aux différents responsables des GSC et à l'Administration tous les semestres pour les fontaines réseau et tous les quadrimestres pour les fontaines à eau à bonbonnes conformément à l'annexe 3 du CCTP.

Le titulaire tiendra à jour le carnet d'entretien des fontaines, qu'il doit fixer au dos de celles-ci. Ce dernier recevra l'inscription des actions effectuées. Un duplicata est conservé par le titulaire.

Dès notification du marché et à chaque 1^{er} jour ouvrable de janvier de chaque année, le titulaire devra établir un calendrier prévisionnel (en tenant compte des périodes de fermetures pour congé des divers sites bénéficiaires) pour l'entretien des fontaines.

Ces entretiens sanitaires devront comprendre notamment si nécessaire :

- le nettoyage complet, le détartrage interne et externe des fontaines,
- la débactérisation des circuits hydrauliques ou le changement du kit hygiène, des robinets, du séparateur d'eau chaude, tempérée ou réfrigérée,
- le remplacement de certains éléments en contact avec l'eau,
- le remplacement du filtre à air,
- le contrôle du bon fonctionnement de l'ensemble du système de réfrigération (contrôle du circuit hydraulique, de la température et du système de réfrigération),
- le changement de pièces défectueuses et des robinets de distribution si une usure est constatée.

4.2 – Dépannage des fontaines à eau

Le responsable des sites ou son représentant signalera toute panne par mail au titulaire qui en accusera réception dans les 24 heures.

Le titulaire devra intervenir et remettre en fonction les fontaines à eau dans un délai maximal de 5 jours ouvrés. A ce titre, il lui appartient de prendre toutes les dispositions lui permettant de respecter ce délai.

Le décompte du délai débute à compter de l'heure de l'accusé de réception du mail ou, à défaut d'accusé de réception, 24h après le signalement de la panne. Si le délai

de dépannage n'est pas respecté, le titulaire se verra appliquer des pénalités (cf. article 5 du CCAP).

4.3 – Remplacement des fontaines

Dans l'hypothèse d'une immobilisation supérieure à 5 jours ouvrés à compter de la demande de dépannage, le titulaire s'engage à remplacer les matériels défectueux, à ses frais avant la fin du dixième jour sous peine de pénalités (cf. article 5 du CCAP). Les fournitures qui pourraient être proposées en remplacement devront avoir des performances au moins équivalentes, voir supérieures à celles remplacées sans supplément de prix.

4.4 – Gestion des déchets

Le titulaire s'engage à assurer, à sa charge, l'enlèvement et l'élimination de l'ensemble des déchets générés par l'utilisation des fontaines à eau (pièces d'usures, consommables, emballages, bonbonnes...).

Conformément à l'article L541-2 du code de l'environnement, le titulaire reste l'unique propriétaire de ses déchets; il en est donc responsable jusqu'à leur élimination finale.

A ce titre, il est interdit d'utiliser les conteneurs de tous les sites cités à l'annexe 1 du CCTP.

4.5 – Reprise du matériel

A la fin du marché public, le titulaire s'engage à retirer son matériel à ses frais dans un délai de 15 jours ouvrables, dans le cas contraire ce dernier encoure des pénalités (cf. article 5 du CCAP). Passé ce délai, l'Administration sera dégagée de toute responsabilité à l'égard des matériels et pourra faire exécuter le retrait des matériels par un tiers au frais du titulaire.